

DOC #20-13-6007 – Questions et réponses

Question 8 : L'exigence obligatoire O2 se lit comme suit : « Chaque ressource proposée doit compter au moins deux (2) ans d'expérience professionnelle dans les enquêtes privées. » Le critère coté C1 attribue des points pour une expérience additionnelle en plus de l'expérience requise à l'exigence O2; il indique aussi « ou dans un domaine apparenté » (travail de police, travail d'enquête à d'autres titres, etc.). Cette définition de « domaine apparenté » s'applique-t-elle également à l'exigence O2? Plus particulièrement, l'expérience des enquêtes policières peut-elle être reconnue pour l'exigence O2?

Réponse 8 : De l'expérience uniquement dans les enquêtes policières ne satisfait pas à l'exigence O2. Selon celle-ci, il faut deux ans d'expérience professionnelle dans les enquêtes privées. La définition de domaine apparenté au critère C2 ne s'applique pas à l'exigence O2.

Question 9 : L'exigence O3 et le critère C2 demandent des références de clients. L'exigence O3 se lit comme suit : « Pour chacune des ressources proposées par le soumissionnaire, celui-ci doit joindre deux (2) références de clients ... »; quant au critère C2, il alloue des points simplement pour des références additionnelles. Toutefois, très souvent, le client engage une entreprise, et non un enquêteur individuel et, dans ces cas, le client ne saura jamais qui est l'enquêteur individuel – il ne connaîtra que l'entreprise. Pour la Couronne, les références de clients de l'entreprise satisferont-elles à l'exigence susmentionnée?

Réponse 9 : La Couronne acceptera seulement les références de clients concernant la ressource, et non l'entreprise.

Question 10 : Selon le critère C3, les ressources proposées par le soumissionnaire doivent démontrer avoir de l'expérience dans le traitement des personnes inculpées ou reconnues coupables d'agression physique et/ou sexuelle. Comme l'indique le titre de l'emploi, il s'agit d'enquêtes privées et les détails particuliers sont confidentiels. Veuillez préciser comment cette démonstration sera documentée tout en protégeant la confidentialité des renseignements relatifs aux clients.

Réponse 10 : Il n'est pas nécessaire de faire état de renseignements confidentiels pour ce qui est de l'expérience demandée dans le traitement des personnes inculpées ou reconnues coupables d'agression physique et/ou sexuelle. Les renseignements fournis doivent contenir suffisamment de détails pour démontrer l'expérience, sans révéler des aspects confidentiels des enquêtes.

Question 11 : Le critère C5 indique « jusqu'à 5 points dans le cas des connaissances ». Faut-il comprendre que chaque soumissionnaire qui possède les « connaissances » telles qu'elles sont définies obtient automatiquement 5 points, ou s'agit-il plutôt d'une échelle? Veuillez expliquer comment se fera l'attribution des points « jusqu'à 5 ».

Réponse 11 : L'aspect des connaissances sera évalué de façon subjective par de multiples évaluateurs selon une échelle de 0 à 5. Cinq points ne seront pas automatiquement attribués.

Question 12 : Le nombre de ressources qu'il faut présenter dans le cadre de la Demande de propositions n'est pas indiqué clairement. Dans le cas des soumissionnaires faisant partie de la catégorie des particuliers, la question ne se pose pas. Cependant, en ce qui concerne les entreprises, le nombre de personnes individuelles/curriculum vitae qu'elles doivent présenter n'est pas indiqué clairement. Y a-t-il un nombre minimal ou maximal de ressources qui seront exigées/évaluées?

Réponse 12 : Il n'y a pas de nombre minimal ou maximal de ressources qui seront exigées/évaluées. Dans le cas des entreprises, les soumissionnaires doivent présenter aux fins d'évaluation toutes les ressources qui travailleront pour la Couronne dans le cadre de la demande d'offres à commandes s'ils sont choisis.

Question 13 : Bien que la Demande de propositions laisse entendre que les entreprises et les particuliers soumissionnaires seront évalués séparément, et non les unes par rapport aux autres, ce n'est pas clair qu'il en sera véritablement ainsi. Veuillez clarifier ce point.

Réponse 13 : Chaque ressource, qu'il s'agisse d'un soumissionnaire particulier ou d'une ou de plusieurs ressources d'une entreprise, fera l'objet d'une évaluation séparée. Plus particulièrement, dans le cas d'entreprises soumissionnaires qui présentent aux fins d'évaluation plus d'une ressource, ces ressources seront évaluées séparément comme des particuliers, et non comme une équipe de ressources ou de ressources concurrentes.

Question 14 : Ce n'est pas clair non plus de quelle façon les entreprises seront évaluées les unes par rapport aux autres. Comment les entreprises qui présentent plus d'une ressource seront-elles évaluées par rapport à des entreprises qui présentent un nombre différent de ressources ou une seule ressource? Par exemple, le critère C1 attribue 5 points par an pour un maximum de six ans (ou 30 points). Par conséquent, une entreprise pourrait obtenir le maximum de points en présentant une seule ressource ayant six ans d'expérience ou six ressources ayant chacune seulement un an d'expérience (au-delà de la période obligatoire) et aussi recevoir 30 points. Est-ce votre intention d'attribuer le même nombre de points à chacune de ces entreprises données en exemple?

Réponse 14 : Chaque ressource fera l'objet d'une évaluation distincte. Les points sont attribués à la ressource et non à l'entreprise. Le nombre de ressources présentées par une entreprise n'aura aucune incidence sur le processus d'évaluation.

Question 15 : Compte tenu du petit nombre de marchés que la Couronne compte attribuer par opposition au nombre considérable d'enquêtes prévues, il se peut que les entreprises soient incapables de fournir le nombre d'enquêteurs nécessaires qui permettrait de respecter le calendrier et de venir à bout du volume de cas à traiter. Aux fins de commandes subséquentes liées à la convention d'offre à commandes, les entreprises pourront-elles recourir à d'autres ressources qui n'auraient pas été présentées dans leurs soumissions, dans la mesure où chaque ressource satisfait aux mêmes exigences obligatoires? Si oui, comment seront traités les soumissionnaires retenus en fonction des points obtenus?

Réponse 15 : Seules les ressources retenues peuvent être utilisées dans les commandes subséquentes. Dans de rares cas, et seulement avec l'approbation de MAINC, les entreprises peuvent proposer de nouvelles ressources pour les commandes subséquentes. Ces ressources doivent toutefois être évaluées en fonction des exigences obligatoires et des critères cotés.

Question 16 : La Demande de propositions définit six régions. En raison de la distribution des marchés à des entreprises et à des particuliers, la Couronne peut finir par avoir seulement un particulier dans une région donnée. Comme les soumissionnaires ne sont pas tenus de présenter des ressources dans toutes les régions, comment la Couronne entend-elle couvrir les six régions si elle attribue seulement de cinq à dix marchés? Nous soutenons respectueusement que la Couronne attribue des marchés à tous les soumissionnaires qualifiés. Elle pourrait donc faire appel à ces entreprises dans l'ordre du plus bas coût global par point. Une autre solution serait d'enlever tous les critères cotés et d'attribuer tout simplement un marché à tous les soumissionnaires qui satisfont aux exigences obligatoires et d'appeler chaque gagnant à tour de rôle dans une région donnée.

Réponse 16 : MAINC attribuera des offres à commandes aux soumissionnaires retenus en s'appuyant sur son évaluation des exigences régionales.

Question 17 : Accordera-t-on la préférence à un soumissionnaire qui propose des ressources dans plus d'une région par rapport à celui qui en offre dans une région seulement? Comment cet élément sera-t-il évalué?

Réponse 17 : Toutes les ressources feront l'objet d'une évaluation séparée. Aucune préférence ne sera accordée à un soumissionnaire qui propose des ressources dans plus d'une région par rapport à celui qui en offre dans une région seulement.

Question 18 : La Couronne attribuera-t-elle un marché par région, ou à une entreprise en mesure de couvrir plus d'une région?

Réponse 18 : MAINC attribuera les offres à commandes aux soumissionnaires retenus en s'appuyant sur son évaluation des exigences régionales.

Question 19 : Une bonne partie de l'expérience de notre équipe provient des travaux d'enquête menés dans le secteur public, notamment le gouvernement fédéral et d'autres ordres de gouvernement et des établissements comme les universités. L'expérience acquise dans le cadre de la prestation de services d'enquête dans le secteur public est-elle admissible, pour autant que les travaux accomplis correspondent à la définition de travaux liés aux enquêtes ou à un domaine apparenté, indiquée dans les exigences obligatoires et cotées?

Réponse 19 : Oui, l'expérience acquise dans le cadre de la prestation de services d'enquête dans le secteur public est admissible, pour autant que les travaux accomplis correspondent à la définition de travaux liés aux enquêtes ou à domaine apparenté, indiquée dans les exigences obligatoires et cotées.

Question 20 : Une bonne partie de l'expérience des consultants a été acquise lorsqu'ils travaillaient dans le secteur public à titre de policier ou d'enquêteur qualifié. Cette expérience sera-t-elle reconnue, pour autant que les travaux accomplis correspondent à la définition de travaux liés aux enquêtes ou à domaine apparenté, indiquée dans les exigences obligatoires et cotées?

Réponse 20 : L'expérience des enquêteurs privés peut provenir de travaux exécutés pour le secteur public ou privé.

Question 21 : Comme une bonne partie de l'information concernant les enquêtes est confidentielle, il peut être difficile d'obtenir des lettres de recommandation de clients au sujet de divers projets. Comme solution de rechange, le nom et le numéro de téléphone du client approprié peuvent-ils être fournis ainsi qu'une brève description de projet afin de satisfaire à l'exigence O3? Est-il entendu que les fonctionnaires de MAINC peuvent communiquer ou communiqueront avec le client figurant sur la liste pour valider l'information et le rendement indiqués par le consultant?

Réponse 21 : La demande de fournir des références de clients ne nécessite pas de présenter des lettres de recommandation. Les noms et les coordonnées des clients cités comme références suffisent.

Question 22 : L'exigence O4 demande cinq exemples de projets. Si j'ai effectué des localisations pour les pensionnats indiens/MAINC pendant cinq ans, s'agit-il de un ou de cinq projets?

Réponse 22 : L'exigence porte sur cinq exemples de projets. Il n'y a pas de limite de temps pour les cinq exemples. Les localisations effectuées pour les pensionnats indiens/MAINC constitueraient un seul et même projet.

RFSO #20-13-6007 – Questions and answers

Question #8: M2 states "Each proposed resource must have at least two (2) years of work experience related to private investigations." R1 awards points for additional experience over M2 and adds "...or related field (examples: police work, investigations in another capacity)." Does this definition of 'related field' apply to M2 also? Specifically, does experience in police investigations qualify for M2?

Answer #8: Experience in only police investigations does not qualify for M2. M2 requires two years of work experience related to private investigations. The definition of related field as noted in R2, does not apply to M2.

Question #9: M3 and R2 ask for client references. M3 states "Each of the resource(s) proposed by the Bidder must include two (2) client references..." and R2 simply awards points for additional references. However, in many cases clients hire a Firm, not an individual investigator and in those cases the client will never know the individual investigator - just the Firm. Will the Crown accept client references of the Firm as equal to these requirements?

Answer #9: The Crown will only accept client references of the resource, not the Firm.

Question #10: R3 asks bidders to demonstrate that he/she has experience in dealing with people accused of, or convicted of, physical and/or sexual abuse. As indicated by the Occupational title, these are Private Investigations and specific details are confidential. Please clarify how this demonstration is to be documented without breaching the confidentiality of our clients.

Answer #10: Experience in dealing with people accused of, or convicted of, physical and/or sexual abuse does not require specific reference to confidential information. The information should be communicated in sufficient detail to demonstrate the experience(s), but without revealing confidential aspects of any investigation(s).

Question #11: R5 states "And up to 5 points for knowledge" Does this mean that every bidder who has 'knowledge' as defined is automatically awarded 5 points or is this a scale? Please explain how these 'up to 5 points' will be awarded.

Answer #11: The knowledge aspect will be evaluated subjectively by multiple evaluators on a scale of 0 to 5. Five points will not be automatically awarded.

Question #12: The number of resources required to be submitted under this RFP is not clear. Bidders under the Individual category will have no issue; however, for Firms it is not clear how many individual persons/resumes are required. Is there a minimum or maximum number of resources that will be required/evaluated?

Answer #12: There is no minimum or maximum number of resources that will be required/evaluated. In the case of firms, the bidders must submit for evaluation all resources that will work for the Crown under this RFSO if the bidder(s) are successful.

Question #13: Although the RFP suggests that Firms and Individual bidders will be evaluated separately vs against each other, it is not clear that this is in fact the case. Please clarify.

Answer #13: Each resource, whether as an Individual Bidder or as one or more resources from a Firm, will be evaluated separately. Specifically, in the case of firms where the bidder submits for evaluation more than one resource, these resources will be evaluated separately as individuals rather than as a team of resources or as competing resources.

Question #14: It is also not clear how Firms will be evaluated against each other. How Firms that submit more than one resource will be evaluated against Firms that submit a different number of resources or only one resource. For example, R-1 awards 5 points per year to a maximum of 6 years (or 30 points). Therefore, a Firm could potentially receive full points by submitting only one resource with 6 years of experience or 6 resources each with only one year of experience (beyond the mandatory period) and also receive 30 points. Is it your intent to award the same to each of these sample Firms?

Answer #14: Each resource will be evaluated separately. Specifically, the points are awarded to the resource and not the firm. The number of resources a Firm submits will not have any bearing on the evaluation process.

Question #15: Given the small number of contracts the Crown is proposing to award vs. the large number of investigations planned, it is possible that Firms might not be able to provide sufficient quantities of investigators to meet the time frame and volume of cases required. Will Firms be allowed to use other resources that were not submitted on this solicitation response on future call ups against this SOA with the condition that each resource would meet the same mandatory requirements? If so, how will bidders who won based on points be addressed?

Answer #15: Only resources that were successful can be used in future call-ups. In rare instances, and only with the approval of DIAND, firms may propose new resources for future call-ups, but these resources would first need to be evaluated on the mandatory and rated requirements.

Question #16: The RFP identifies 6 Regions. With the distribution of contracts for Firms vs Individuals, the Crown may end up with only one individual in any given region. Since Bidders are not required to submit resources to cover every region, how would the Crown propose to cover all 6 Regions with only 5-10 Contracts? We respectfully submit that the Crown award contracts to all qualified bidders. Then the Crown could call upon these Firms in the order of lowest overall cost/point first. Another solution would be to remove all of the rated requirements and simply award a contract to all bidders who meet the mandatory requirements and call up each winner on a rotational basis in a given region.

Answer #16: DIAND will distribute successful Standing Offers based on its assessment of regional requirements.

Question #17: Will a bidder who proposes resources in more than one region be given preference to a bidder who only covers one Region? How will this be evaluated?

Answer #17: All resources will be evaluated separately. No preference will be given to a bidder who proposes resources in more than one region over one that covers only one region.

Question #18: Will the Crown award one contract per region, or to one Firm that is able to cover more than one region?

Answer #18: DIAND will distribute successful Standing Offers based on its assessment of regional requirements.

Question #19: Much of the experience of our team comes from investigative work carried out for the public sector, for example, the Federal Government and other levels of Government and/or Public Institutions such of Universities. Does experience gained in providing investigative services in the public sector qualify provided the work meets the definition of investigative and field work as noted in the mandatory and rated requirements?

Answer #19: Yes, experience gained in providing investigative services in the public sector qualifies, provided the work meets the definition of investigative and field work as noted in the mandatory and rated requirements.

Question #20: Much of the experience gained by the consultants comes from when they were employed by the public sector as police officers or qualified investigators. Will this experience be recognized, provided the work performed meets the requirements noted in the mandatory and rated requirements?

Answer #20: Private investigator experience can result from work performed for either the public or private sector.

Question #21: Much of the information concerning investigations is confidential so it may be difficult to obtain reference letters from clients concerning various projects. As an alternative can the name and the telephone number of the appropriate client be submitted along with a brief project description to satisfy the requirement under M3? It is understood that DIAND officials may/will contact the client listed to validate the information and performance of the consultant?

Answer #21: The request for client references does not necessitate the production of reference letters. The name and contact information of client references would suffice.

Question #22: M4 your requirement is for five examples of projects. If have done locates for IRS/DIAND for five years is that one project or five?

Answer #22: The requirement is for five examples of projects. There is no time restriction for the five examples. Locates performed for IRS/DIAND would constitute one project.